

Culture à la matraque

Le 14 mai dernier, Jacques Duhamel fait, dans « le Monde », de grandes déclarations sur la culture, et, plus précisément, sur la peinture. On est à la veille d'Expo 72, dite « exposition Pompidou », qui prétend offrir, au Grand Palais, un panorama actuel des arts plastiques. Un grand nombre d'artistes, invités par les organisateurs de l'exposition — Mathey et Jean Clair, dociles serviteurs du Pouvoir — refusent de participer à ce déballage dont le caractère politique crève les yeux. Duhamel s'étonne de ce refus et proteste de son « libéralisme ». Mais le lendemain, à l'heure prévue pour le vernissage, il fait matraquer — ou laisse matraquer — sauvagement par les gardes mobiles et les C.r.s. une cinquantaine de peintres du Front des artistes plasticiens (F.a.p.) venus déployer une banderole sur les marches du Grand Palais.

Ce matraquage entre dans l'histoire de l'art contemporain. Plusieurs exposants retirent immédiatement leurs toiles et vont rejoindre les contestataires. L'ouverture d'Expo 72 est retardée de plusieurs jours, pendant lesquels les policiers montent la garde devant le Grand Palais, devenu la forteresse culturelle du régime. A travers des baies vitrées et grillagées, Duhamel, Mathey et Jean Clair regardent le soleil briller sur les casques et se distraient au spectacle du maniement d'armes — symbole approché de ce qu'aura été l'Art de la Ve République.

Si l'on en croit les chroniqueurs, le torchon a brûlé, après ce matraquage historique, entre le ministre et le comité d'organisation. Duhamel a reproché à Mathey et Jean Clair d'avoir sous-estimé l'hostilité des artistes, faute de bien les connaître. Mathey et Jean Clair ont reproché au ministre d'avoir ordonné — ou toléré — les matraquages. Jean Clair écrivait même au « Monde » une lettre émouvante où il affirmait que l'exposition n'ouvrirait pas ses portes avant que

la lumière ne fût faite sur l'intervention policière.

Inutile de dire que cette lumière ne fut jamais faite, que l'exposition finit par ouvrir, et que l'indignation de M. Jean Clair, destinée à la seule opinion publique, retomba aussi vite qu'une matraque sur une tête. Quant à Georges Pompidou, en l'honneur de qui tous ces gens travaillaient, il manifesta clairement son dépit en refusant de paraître à sa propre exposition. Craignait-il qu'on le prit, parmi les panneaux vides, pour l'un des rares objets exposés ? « Président de la

par Pierre
Bourgeade

République visitant l'Expo 72 après le passage des matraques ». En ce temps où triomphe l'hyperréalisme, l'œuvre eût paru aller de soi.

Si j'évoque ces faits, qui remontent à mai dernier, c'est que la situation n'a pas changé. Le débat d'idées est interdit sous la Ve République. Si la Ve République, en matière culturelle comme ailleurs, se voit opposer la moindre objection, elle n'a qu'un argument : la matraque. Il y a deux ou trois jours, Duhamel, se croyant obligé de faire, comme chacun de ses collègues, une pâle critique du programme commun, s'est flatté, une fois de plus, de son fameux « libéralisme ». Libéralisme ? Oui. A condition que chacun rampe. Le jour même où Duhamel parlait, il suspendait de ses fonctions Louis Balsan, conservateur des antiquités de l'Aveyron, coupable d'avoir donné son avis sur la transformation du Larzac en terrain de manœuvres pour blindés (voir « l'Unité » de la semaine dernière). Les faits démontrent, aujourd'hui comme en mai, que les belles

phrases de Duhamel sont immédiatement suivies d'actes qui les contredisent.

Ces faits sont exemplaires. Ils condamnent le ministre des Affaires culturelles et interdisent qu'on attache la moindre importance à ses propos. Mais ce n'est pas seulement Duhamel qui est en cause. C'est tout le régime. Née sous la menace d'un putsch militaire, n'ayant survécu que par la maîtrise absolue des mass media (grande presse, radio, télévision), la Ve République sait que la liberté d'opinion, la liberté de création, la liberté d'expression sont ses pires ennemis. Elle ne peut survivre que par la répression. Son bilan culturel est clair : théâtres fermés, films censurés, cinéma en perdition, livres interdits, peintures saisies, journalistes, peintres et éditeurs traînés devant les tribunaux. Au moment où j'écris ces lignes, plusieurs éditeurs — dont Jérôme Martineau — ont été contraints de fermer ; plusieurs, accablés d'amendes et menacés de prison, sont à deux doigts de le faire — dont Losfeld, Dalmas, Régine Deforges. Beaucoup de Français l'ignorent peut-être, mais l'étranger le sait. L'opinion publique internationale regarde avec stupeur ce qui se passe en France, elle juge ce régime qui fait la guerre aux éditeurs.

Si demain, Eric Losfeld ou Régine Deforges sont mis en prison, un pas de plus aura été fait. La Ve République, son président, son Premier ministre, son ministre des Affaires culturelles apparaîtront un peu plus encore pour ce qu'ils sont : les ennemis déclarés de la liberté d'expression. Edition, théâtre, cinéma, arts plastiques, danse, musique ne peuvent s'épanouir que dans la liberté. La faillite culturelle de la Ve République s'explique par sa haine de la liberté. C'est pourquoi il faut que ça change. La liberté revenue, la culture vivra.